



COMMUNIQUÉ

Depuis plus d'un mois le Nouveau Front populaire, coalition arrivée en tête des élections législatives des 30 juin et 7 juillet derniers, a désigné sa candidate pour constituer un gouvernement. Depuis plus d'un mois, nous attendons du président de la République qu'il agisse en garant des institutions en tirant la seule conclusion politique d'un scrutin qu'il a lui-même décidé : la désignation de Lucie Castets comme Première ministre.

À moins d'une semaine de la rentrée scolaire, alors qu'il ne reste que quelques semaines pour préparer un projet de loi de finances particulièrement attendu, Emmanuel Macron continue de tergiverser. En choisissant de maintenir en poste un gouvernement démissionnaire, il complexifie chaque jour la tâche du futur gouvernement qui devra redresser la situation dans laquelle il laisse le pays. En retardant la mise en place du nouveau gouvernement, le Président empêche l'avènement d'une nouvelle façon de conduire la politique de la Nation que les Françaises et les Français attendent.

Avec les présidentes et présidents de groupes parlementaires du Nouveau Front populaire, nous avons rencontré le président de la République le vendredi 23 août dernier. Devant nous, il a pris acte de l'attente exprimée par la population, qui a placé le Nouveau Front populaire en tête des élections, de tourner la page de la politique menée depuis sept ans. C'est ce que fera le Nouveau Front populaire en engageant le redressement des services publics, en augmentant les salaires et les minima sociaux, en accélérant la bifurcation écologique du pays et en procédant à un renouveau démocratique. Nous lui avons rappelé qu'il revenait désormais au Parlement et non à l'Élysée de former des majorités parlementaires texte par texte et qu'en persistant à vouloir former son propre gouvernement, il sortait du rôle d'arbitre que lui assigne l'article 5 de la Constitution, niant ainsi le choix des électeurs et électrices.

Une question a en outre été posée aux partis du camp présidentiel, qui prétextaient la présence de La France insoumise pour justifier une censure d'un gouvernement du Nouveau Front populaire : en l'absence de ministres issus de La France insoumise, s'engageraient-ils à ne pas censurer un gouvernement Lucie Castets qui proposerait au Parlement d'appliquer le programme du Nouveau Front populaire ? Cette question n'a, à ce jour, pas reçu de réponse.

Le président de la République doit désormais agir et nommer Lucie Castets à Matignon. Dans l'attente, nous ne participerons à de prochaines discussions avec le président de la République que pour travailler sur les modalités de cette cohabitation et, respectueux des institutions, nous nous tenons à sa disposition pour tout échange dans cet objectif.

Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire à Matignon

Manuel Bompard, coordinateur de La France insoumise

Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste

Fabien Roussel, Secrétaire national du Parti communiste français

Marine Tondelier, Secrétaire nationale des Écologistes